

## Bref aperçu historique sur la Commune de Riddes.

Son origine ne nous est révélée qu'à partir de l'an 1040. A cette époque Riddes dépendait du Château de Saillon ; toutefois nous voyons aussi que le 10 mars 1262 le Chapitre de Sion cède à l'évêque Henri les deux tiers de la dîme pour 17 muils de blé de cens annuel. Ce contrat fut annulé par Rodolphe, archevêque de Tarentaise, comme arbitre, le 6 septembre 1269.

Avec Leytron, Saillon et Fully, la commune de Riddes constitua, dès 1229, la châtelainie de Saillon.

Bien que le village soit formé de plusieurs petits groupes de hameaux, ceux-ci ne sont pas disséminés de manière à avoir leur vie propre.

Courtenaux sur la rive droite de la Farraz est surtout un groupe de mazots servant de pied-à-terre à des familles d'Isérables qui possèdent des vignes en plaine.

Il y a environ un siècle, le hameau d'Audes ne se composait que de mayens avec seulement huit maisons habitées en permanence. Il est perché au-dessus des gorges de la Farraz, en face du gros village d'Isérables.

Le groupe de la Fourchi, situé à l'ouest du village actuel sur l'ancienne route qui longeait le mont sur la rive gauche du Rhône dès Martigny était autrefois le centre communal ; il possède encore l'église dédiée à St-Laurent, mais depuis la construction de la route du Simplon par Napoléon, en 1800, la majeure partie de la population s'est fixée vers le point culminant du cône d'alluvions formé par la Farraz, délaissant, peu à peu, l'ancien village dont le site était du reste très malsain par le voisinage de vastes marais.

Cet ancien village, tombé au rang de chétif hameau, était entouré de massifs d'arbres fruitiers. Le groupe central actuel, mieux situé, est à quelques centaines de mètres du pont par lequel la route, après avoir remonté la rive gauche à partir de St-Maurice, passe sur la rive droite pour se maintenir jusqu'à Sierre.

En 1802, Riddes ne possédait que 195 habitants ; en 1850, le chiffre s'élevait à 487, en 1870 à 683, en 1888 à 767. Le dernier recensement de 1930 accuse 987 habitants.

L'augmentation de la période 1888-1900 est due en partie à la création de l'Ecole d'agriculture d'Ecône, fermée comme on le sait par suite de l'ouverture de l'Ecole moderne de Châteauneuf. D'autre part, les industries de Saxon occupant un certain nombre d'ouvriers et d'ouvrières séjournant à Riddes, ainsi que l'établissement du Pensionnat de jeunes filles de St-Joseph, ont aussi contribué à cet accroissement de population.

Ce pensionnat, confié à des religieuses, a pris la place des anciennes usines et des hauts-fourneaux, construits vers 1850, pour l'exploitation des minerais de plomb argentifère, tirés de la mine du Vacheret à proximité du Lac des Veaux, à 2000 mètres d'altitude environ.

Pour descendre sur Riddes le minerai brut exploité au Vacheret, il fut construit un chemin qui existe encore. Relevons que le transport s'effectuait depuis ces hauteurs au moyen de traîneaux tirés à bras d'homme et remontés ensuite sur les épaules.

Dire que durant ce temps nos chevaux gambadaient dans les vastes enclos marécageux de la plaine ! L'emploi de chargosses à cheval n'y était donc, paraît-il, pas encore connu.

Comme on peut se rendre compte, ces transports étaient fort onéreux ; d'autre part, le peu de valeur du minerai entraîna bientôt la ruine des exploitants, en l'occurrence des industriels français. L'exploitation de la mine fut donc abandonnée et les usines fermées vers 1861.

Puisque nous sommes dans les mines, parlons également de celle du Peiloz sur Bagnes, à laquelle la commune de Riddes fut intéressée indirectement. En effet, la forêt d'Etablons dont Riddes exploite le pâturage, appartient en partie (pour le bois) à la commune de Bagnes. L'origine du droit concédé aux Bagnards de prendre des bois sur les hauteurs de Riddes et de Saxon, provient de compensation que le prince-évêque leur accorda au temps de l'exploitation de cette mine d'argent, exploitation qui entraîna la mise à ban de la forêt dans laquelle la mine était située. Après l'abandon de la mine, des contestations continuelles s'élevèrent entre Riddes et Bagnes ; ces contestations durèrent plus de trois siècles. Le différend fut définitivement réglé en 1880.

Déjà exploitée en 1344 par Jean Majoris de Monthey qui s'y ruina, cette mine passait, dès 1489, en partie, aux termes d'un traité de combourgeoisie conclu à cette date, des mains des Valaisans en celles des Bernois. L'année suivante, soit en 1490, elle était remise en exploitation par les Bernois, Jean Steiger et Vernier l'Oblein, concessionnaires de l'abbé de St-Maurice, alors seigneur de Bagnes. Toutefois, cette concession ne tarda pas à être retirée à ces derniers par Jost de Silinen, évêque de Sion, lequel se prévalant de sa qualité de suzerain, offrit à ces entrepreneurs une indemnité de 4000 florins du Rhin. Cependant la convention passée, l'évêque émit la prétention de se libérer du paiement de cette somme par l'offre de chasubles ; cela décida nos deux Bernois, un peu embarrassés de savoir que faire de ce genre de monnaie, à porter l'affaire devant la cour de Rome, où elle ne fut réglée que sous l'épiscopat de Mathieu Schinner.

Le 30 novembre 1500, ce célèbre prélat renouvelant l'alliance signée vingt-cinq ans auparavant avec l'Etat de Berne, termina ce litige en donnant à l'église St-Vincent à Berne, 2000 florins, plus 800 livres pour un orgue.

Puis, ayant mis fin à toutes les prétentions de l'abbaye de St-Maurice quant à la suzeraineté sur la vallée de Bagnes, cela en dépit de la conquête de cette contrée faite au nom du siège de Sion, notre prélat déclara que tous les droits régaliens sur le territoire bas-valaisan devaient revenir à l'évêque.

Dès ce moment, les travaux de la mine du Peiloz furent poussés avec la

plus grande activité. L'exploitation fut même l'un des motifs principaux des démêlés qui éclatèrent entre Schinner, Georges Supersaxo et les dixains.

En 1517, le parti de Georges Supersaxo fit au cardinal le reproche de s'être adjugé les mines de Bagnes, et peu après, dans une diète à laquelle assistèrent des délégués de Lucerne, Uri et Unterwald, il fut décidé qu'elles lui seraient reprises. Plus tard, quand sonna l'heure de la disgrâce du célèbre agitateur Supersaxo, les francs patriotes lui adressèrent à leur tour le reproche d'avoir cherché à vendre ces mines à Berne.

Vers 1531, le désordre était complet dans l'entreprise ; le grand-châtelain qui en avait la direction, était volé par les ouvriers, lesquels bientôt se volèrent entr'eux. Néanmoins l'exploitation de la mine du Peïloz fut reprise plus d'une fois depuis. Elle ne fut définitivement abandonnée qu'en 1723, où il fut reconnu que les derniers filons étaient épuisés. De nouvelles fouilles furent entreprises en 1852 et en 1855, mais elles n'ont donné aucun résultat.

\* \* \*

Pour revenir à notre notice historique, relevons que Riddes possédait déjà en 1294 une maison forte avec métral ; ce bâtiment existe encore au sommet du village. En effet, par acte du 8 décembre 1294, Louis de Savoie cède à son frère Amédée V les châteaux de Saillon et la maison forte de Riddes.

Dans la châteltenie de Saillon relevant des comtes, une communauté prit naissance au XIII<sup>e</sup> siècle. Cette communauté était administrée par une sorte d'embryon d'assemblée primaire, si l'on peut dire, qui se réunissait en mai et en octobre sous la présidence du vidomne de Leytron.

Y assistaient aussi le châtelain de Saillon, les métraux de Riddes et de Fully. On s'y occupait des règlements concernant les alpages, pâturages, forêts, chemins, etc. On y nommait aussi les syndics qui, avec les métraux composaient une administration propre s'occupant de la gestion des affaires locales, défendant leurs intérêts envers les communes voisines, notamment avec Iséables pour les limites en 1341, pour les parcours en 1427, avec Saxon pour les pâturages en 1377, pour la délimitation du territoire en 1449, pour les parcours en 1498.

En 1515, Mathieu Schinner confirma l'accord réglant la question des pâturages entre les deux torrents de l'Eau Noire.

Des difficultés surgirent aussi avec Leytron, en 1377 et en 1414, au sujet des barrières du Rhône. Un acte, passé en 1551, fixa un *modus vivendi*.

Les comtes et les ducs de Savoie accordèrent à Riddes des franchises en 1356. Amédée Le Comte Vert fit remise des échutes, ce même prince concéda à Riddes la faculté de vendre des marchandises ailleurs qu'au marché de Saillon.

\* \* \*

Au moyen-âge, Riddes eut aussi ses vidomes. Pendant quelque temps ce furent les Riffini, dits de la Tour. Leur résidence était située au-dessus du

village, près du torrent de la Fare. On voit encore à cet endroit des vestiges de la tour du château et d'une chapelle.

Plus tard, la vidomie fut occupée par les Chevron-Villette, puis les Montheolo.

La famille noble des de Riddes, qui détenait la métairie de Riddes, dont elle prit le nom, était connue dès le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle. Ses armoiries étaient : d'azur à la tour d'or sénestrée d'un pan de mur crénelé du même, ouvert d'un portique sous lequel est une étoile d'or. Après la défaite de la Savoie, à la Planta, en 1475, cette famille émigra en Savoie.

Un Tonce de Rida, D<sup>r</sup> en droit, conseiller du roi Charles de France est pourvu d'un canonicat à Genève et à Lausanne, le 4 mars 1471. Un autre, Théodule, savant et vertueux religieux, dernier prieur du couvent de Romainmôtier, † en 1536 ou 1537.

Une branche de la famille, fixée à Leytron, s'éteignit au XVII<sup>e</sup> siècle.

Après la victoire des Hauts-Valaisans à la Planta, ceux-ci passèrent la Morge, détruisirent les châteaux de Conthey, Saillon, Saxon et Martigny. Ils promirent la délivrance aux populations, tout en maintenant les nobles et les communes dans leurs privilèges. Cependant Riddes, qui continua à faire partie de la châtelanie de Saillon, ne fut pas relevée de son obligation de payer les tailles et resta soumise aux servitudes de la « main-morte », qui ne fut abolie qu'en 1742.

Le gouverneur haut-valaisan, allant prendre possession de son poste à St-Maurice, choisissait à Riddes le châtelain de toute la juridiction, sur la présentation de douze jurés nommés à raison de trois par localité : Riddes, Leytron, Saxon et Fully, c'est-à-dire la grande communauté.

En 1539, le souverain Etat de Valais tirait de Riddes en censes et autres redevances : en argent 125 florins, plus 9½ chapons, 1 livre de poivre, 2 livres de cire, 5 muids et 9 fichelins de seigle, 5 fichelins et 1 quarteron d'orge.

\* \* \*

L'existence du pont sur le Rhône, qui fit autrefois de Riddes un point stratégique de quelque importance, est mentionnée dès 1294 avec la maison forte que les comtes de Savoie avaient élevée pour garder le passage. Celle-ci fut détruite en 1300, sous l'épiscopat de Boniface de Challant. Près de ce pont, se trouvait une maladrerie, citée vers 1470.

Après la conquête définitive du Bas-Valais, l'entretien du pont de Riddes demeura à la charge des princes-évêques de Sion, jusqu'à la Révolution, en échange d'un droit de péage perçu par eux à Saint-Pierre de Clages. Lors de l'ouverture de la route du Simplon par Napoléon, le pont fut reconstruit sur le modèle des ponts couverts que l'on voit encore à Martigny et Monthey.

Ce pont fut détruit par un incendie, dans la nuit du 19 au 20 mai 1844, lors de la retraite des volontaires libéraux et de la « Jeune Suisse ». On ne découvrit jamais le vrai coupable, mais le Tribunal central en rendit responsable

le châtelain Ribordy, bien qu'il pût établir un alibi (il était à Martigny ce jour-là) et le condamna, trois plus tard, en 1847, à 10.000 fr. de dommages-intérêts et la privation à vie de ses droits civiques.

\* \* \*

La Révolution de 1798, nous apporta l'indépendance, mettant fin aux droits et privilèges du souverain. Notre commune, comme toutes les autres, fut astreinte, à cette époque, à fournir son contingent militaire. Cette levée d'hommes donna lieu à de vives discussions, si nous nous en rapportons à un document de l'époque, dont voici quelques extraits :

« Moi, soussigné, secrétaire Ribordy, en vertu d'un ordre venant de St-Maurice, en date du 1<sup>er</sup> mars 1798, signé de Rivaz, membre du Comité, je fais assembler le comité local, pour délibérer sur la demande des hommes que nous devons envoyer à St-Maurice. Ayant rassemblé la généralité pour voter et faire la désignation de ceux qui doivent partir pour le pays de Vaud. Les uns voulaient que la première élexion parte comme à l'accoutumée, les autres ont répondu qu'ils n'étaient pas plus obligés que les derniers. Après, je leur proposai de tirer au sort. Ils n'ont rien voulu entendre. Après les élexions ils ont voulu savoir quels étaient les plus forts (riches), je leur dis que je le ferai savoir, les biens changeant toutes les années et que je ne pouvais pas faire cette liste cette nuit, mais pour demain matin, sur quoi ils ont dit que oui. Mais comme nous avons crainte du secrétaire, ils ont subitement changé d'idée, disant qu'il fallait manger et prendre au plus proche. Cette proposition n'a pas convenu à la citoyenne femme du citoyen François Bruno Gaillard, qui était accompagnée du citoyen Georges Reuse, beau-fils du susdit Gaillard, sous peine de violence demandant de fermer les livres et exigeant un autre secrétaire, sans donner aucune raison, sauf qu'ils disaient qu'il avait été méchant à leur égard, et que cette assemblée avait été faite à l'improviste, sans réflexion.

» Selon rapport fait au Comité sur ces incidents, celui-ci relève que si l'on n'avait pas toléré l'entrée libre à l'assemblée, rien de tout cela ne serait arrivé. M. Probst, son président, ajoute ce qui suit : je puis dire que j'ai toujours connu et connais le dit Ribordy pour mon fidèle secrétaire, n'ayant rien à lui reprocher dans sa conduite, au contraire, je le considère pour un brave et honnête homme. »

\* \* \*

Hors ce contingent d'hommes à fournir, notre commune déjà à maintes reprises éprouvée par le passage des diverses troupes belligérantes, eut particulièrement à souffrir lors de l'invasion française. Si nous nous en référons à une requête conçue comme suit :

« *Liberté, Égalité, République helvétique, une et indivisible, canton du Valais,*

» Commune de Riddes, le 29 octobre 1799.

» La municipalité de la dite commune au citoyen Mennony, Général près l'armée en Valais,

» Citoyen général,

» Pardonnez, s'il vous plaît, si l'on vient à la charge pour vous prier de bien prendre en considération cette pauvre Commune de Riddes, en établissant la correspondance à cheval à Saint-Pierre, ainsi que le général Roby nous fit espérer à son passage de hier. Nous adressant à votre équitable personne, la raison est que Riddes les a gardés dès le 20<sup>me</sup> octobre, voici un mois et demi bientôt, qui sont établis ici, il a coûté 2 louis d'or par semaine à ses pauvres habitants, parce que les cavaliers prennent leur logement en argent chez eux, ni voulant loger cause de la pauvreté et mal propreté qui règne, vous conservant, citoyen général, que cette pauvre et petite commune a toujours été tenue de supporter les correspondances à cheval, sauf quelques uns que les généraux Tourreaux et Jaquin par un fait de bonté et justice ont bien voulu nous décharger en les envoyant à St-Pierre, comme celle-ci, d'une même commune avec Chamoson, étant très bien à leur aise et étant fort de 200 citoyens actifs, qu'au contraire la force de Riddes est seulement de 55 et surtout que celle-ci a souffert malheureusement le pillage 2 années de suite, à la descente des insurgés haut-valaisans, lesquels cette année nous ont brûlé 19 bâtiments, volé 7 des meilleurs chevaux et pillé de fond en comble les autres maisons... »

\* \* \*

D'une seconde requête adressée à la Chambre administrative du Canton du Valais, nous relevons que l'arrêté du Directoire, en date du 8 mai, « aux charges ayants des Communes de Nendaz et d'Isérables » ceux-ci s'étant rendus à Riddes le 17 septembre dernier et d'après les exposés et observations que chaque commune a mis en avant, ils ont bien convenu et resté d'accord unanimement que chaque commune supporterait au prorata de la population sa quote-part des dépenses des logements des troupes tant passés qu'à venir, et que l'on dédommagerait ceux de Riddes en leur livrant batz 1 ½ par chaque soldat qui aurait sa ration, et 3 pour chaque n'ayant point de ration, et 4 pour chaque cavalier husard, chasseur, officier.

» ...Malgré nos réclamations la municipalité d'Isérables eut la témérité d'arrêter le paiement disant qu'ils ne paieraient pas, que ceux de Nendaz payassent. Quoique l'on ait transmis à Nendaz 3 invitations par écrit de 15 en 15, ils n'ont pas daigné faire aucune réponse. Pas moins la pauvre commune de Riddes ont constamment à surchargée de troupes et sans le secours et assistance de ses circonvoisins, est impossible qu'elle puisse soutenir. L'on peut dire que ceux d'Isérables veulent se diriger en maîtres, car fort peu de lois mettent-ils en exécution. Quelle injustice nous rendent-ils. »

Ainsi que vous pouvez vous en rendre compte par les extraits de lettres qui précèdent, la commune de Riddes n'a pas eu à se féliciter de s'être trouvée sur une artère principale, constamment parcourue par des troupes, et du peu de collaboration apportée par ses voisins.

Passons maintenant, si vous le voulez bien, à un autre ordre d'idées.

\* \* \*

Vous n'ignorez certainement pas qu'avant la construction du chemin de fer, en 1860, Riddes assurait un relai important de diligences. Les nombreux chevaux nécessaires à ce service étaient logés dans de vastes écuries, qui existent encore en partie.

Permettez-moi, au sujet de ces diligences, une petite digression. Dans son voyage « En Zig-Zag », en 1837, Töpffer relate son passage à Riddes en ces termes :

« On change de chevaux à Riddes et de postillon. Le nouveau postillon est un homme d'âge, haut en couleurs, large d'épaules, qui cause dru, fouette sans cesse et connaît admirablement les mérites des plants de vignes que nous dépassons. « Ceci, dit-il, c'est de la malvoisie, et puis bonne ! Vous la paierez 2 francs vous autres, nous 20 sous ; c'est juste, moi j'en bois de préférence par rapport au médecin qui m'a défendu de toucher au mauvais. Le mauvais vin, c'est fatal, beaucoup périssent par le mauvais vin. Du mauvais, cela vous abrège la route du cimetière ; la malvoisie ça vous donne le siècle ». Et le soir à Sion, après souper, son hôtesse lui ayant offert de la malvoisie, Töpffer s'écrie : pas si bête le postillon de Riddes. »

\* \* \*

Si le grand voyageur genevois paraît avoir conservé un bon souvenir de son postillon, il n'a pas manqué d'exercer, par ailleurs, sa verve ironique sur le défaut de connaissances intellectuelles et physiques d'une partie de notre population.

Cette constatation se justifie, peut-être, par le fait que la première école n'a été ouverte, dans notre commune, qu'en 1786. La classe ne durait que quatre mois, soit de la Ste-Catherine jusqu'en mars. Le maître ne recevait, pour tout salaire, pendant la période scolaire que 10 livres, soit 37 fr. 50. Plus tard, il reçut en plus, un pain par élève. En ce temps bien heureux, allait à l'école qui voulait. Ce n'est qu'en 1872, où une loi présentée par Henri Biolley, fut adoptée, rendant l'école obligatoire pour les enfants de 7 à 15 ans.

Rendons en passant un hommage à notre vétéran instituteur et ancien président de commune, qui a instruit trois générations. Voici, à ce sujet, un certificat établi par le Département de l'Instruction publique du canton du Valais, en 1885 :

« En examinant les rapports antérieurs à l'instituteur actuel, l'on peut se convaincre combien il a fallu de zèle, de dévouement et d'aptitudes de la part de M. Louis Monnet pour faire obtenir à sa classe la note 1 sur toute la ligne.

Le rapport rend également hommage à l'administration communale, qui appuie la commission scolaire et se conforme rigoureusement d'une manière générale, à toutes ses obligations. »

Cette chronique sur Riddes me paraîtrait incomplète, si je ne relevais les noms de nos plus anciens bourgeois, selon actes d'agrégation. La nomenclature de ceux-ci ne se retrouve qu'à partir de l'an 1600. Le premier nom cité est celui de Philippe Torrenté.

En 1617, nous relevons les Moccand ; en 1620, Pierre Michaud ; en 1667, Antoine de Torrenté, de Sion ; en 1680, Jean Crettaz, d'Isérables ; en 1690, Laurent Monnet, d'Isérables ; en 1738, Jean-Claude Gaillard, d'Ardon ; en 1770, Jacques Morand de Biot, Savoie ; en 1776, François-Joseph Gaillard, d'Ardon ; en 1779, Jean-Pierre Delouye ; en 1780/1790, les familles Defayes, de Liddes, Meisoz, de Vollèges et Saillon et Ribordy, de Sembrancher ; en 1849, Jardin et Poncin ; en 1855, Gay, de Finhaut ; en 1858, Joseph Dubois, de Vailly, Savoie, etc.

La plupart de ces familles se sont éteintes.

\* \* \*

L'établissement hospitalier du Grand St-Bernard revendiquait aussi, son droit de bourgeoisie sur Riddes, ensuite de l'achat en 1302, de la ferme d'Ecône, comme successeur du vendeur Seigneur Pierre de la Tour. Une supplique fut adressée à cet effet aux Hauts Seigneurs lors du partage de la plaine en 1839. Cette maison fut déboutée de ses prétentions par un jugement intervenu en 1845.

Ce procès avec le Grand St-Bernard ne fut malheureusement pas le seul que notre bourgeoisie dut défendre au cours de son histoire.

Le plus important fut celui qui le divisa d'avec la commune d'Isérables, au sujet de la propriété de la Forêt-Verte, située entre les deux bras de la Farraz. Ce procès, qui durait depuis 1299, a été définitivement réglé, par jugement du Tribunal cantonal, en 1929 seulement.

Rappelons, au sujet de cette forêt, le différend survenu à l'occasion d'une vente de bois provenant de la dite à l'ex-sénateur Duc, grand-châtelain du louable dixain de Sion, en 1797.

Voici quelques extraits d'une lettre relative à cette coupe de bois :

« Municipalité de la Commune de Riddes,

le 21 juillet 1802.

» A Mr. l'ex-sénateur Duc,

» Cher Monsieur,

» L'on a l'honneur de vous prévenir par la présente que nos syndics dûment accompagnés de la bande à Mandrin se sont avant hier portés en furie chez le soussigné où ils ont demandé et protesté que ne livreraient aucun argent à la municipalité qu'au préalable vous n'avez livré ce que vous devez, ils



ont même ordonné que cette somme soit rentrée dans la quinzaine, à ce défaut l'on nous ferait marcher à petits pas, avec tant d'autres menaces.

» En conséquence on vient vous prier de bien vouloir faire en sorte de nous faire rentrer le montant que vous deviez faire au commencement de la coupe, il y a 4 années passées, etc.

» Gabriel Ribordy, secrétaire. »

Déjà pas commodes en ce moment.

\* \* \*

Comme suite à ce qui précède, voici une copie du protocole d'une séance du conseil de Riddes, au sujet de cette même coupe de bois :

« Le 2 mars 1806, à Riddes, chez le châtelain soussigné, le louable conseil s'étant assemblé au sujet d'une lettre venant de la part de Mr. Duc, grand-châtelain du louable dixain de Sion, en date du 10 février dernier, par laquelle demande et supplie le Conseil veuille bien lui accorder un prolong pour l'exploitation de la Forêt Verte, que cette Commune lui a passé par acte du 26 septembre 1797.

Vu les événements révolutionnaires qui s'en est suivie et tant d'autres circonstances qui ont empêché de pouvoir exploiter dans le temps fixé par le même acte, en conséquence le conseil ayant pris en considération toutes les raisons et tant d'autres que Mr. Duc a mis en avant et pour autant qu'il est en son pouvoir, a résolu et délibéré qu'au préalable dit acte de vente soit mis en exécution dans toute sa teneur et dit Mr. Duc acquittera le montant qu'il doit, dans le courant de l'année et au moyen de quoi lui est accordé une prolongation pour exploiter dite forêt de huit ans dès la date présente.

» Tel passé en séance de ce jour :

signé : Ribordy, châtelain.  
Meizoz, président. »

\* \* \*

Je termine cet exposé en rendant hommage à nos aïeux de leur labeur incessant consistant en la création de bisses sillonnant nos mayens et notre plaine, fertilisant nos terrains asséchés. En passant je me permets de relever le gros travail accompli par la commune de Saxon, dans ce même domaine, en construisant un bisse partant de la Printze (Nendaz) et traversant les territoires des communes d'Isérables et de Riddes, où les éboulis et les dévaloirs foisonnent, ceci sur une longueur de 35 km., apportant l'abondance au brillant coteau de Saxon. Oeuvre d'art accomplie de 1800 à 1805, sous la direction de M. l'ingénieur Bertrand, père de notre distingué collaborateur.

Après avoir pensé à arroser les terrains arides, il fallut songer à dessécher l'immense plaine marécageuse pour la rendre productive. Par la création du canal de Rivaz vers 1760, puis du grand canal collecteur et des canaux latéraux vers 1850, canaux complétés de 1918 à 1926, un territoire important put

être assaini et rendu à la culture. Grâce à l'activité inlassable de notre population laborieuse, notre plaine est actuellement en grande partie, en rapport réjouissant, laissant de belles promesses pour l'avenir.

Nous avons ainsi le plaisir d'enregistrer pour 1935 une exportation totale de 1.150.000 kg. de légumes et de fruits, d'une valeur dépassant 360.000 fr., sans compter 174.000 kg. de raisin d'une valeur de 7000 fr.

\* \* \*

Si notre génération actuelle est soumise à une dure épreuve par la mise en culture tous ces terrains assainis, nous pouvons être heureux du travail accompli et du bel héritage que nous laisserons à nos enfants dont la confiance en l'avenir et de bon augure si nous en jugeons par la vue du casier matrimonial toujours mieux garni.

Il est vrai que les épousailles se font maintenant sans beaucoup de formalités, tel n'était pas le cas au siècle passé, si je m'en réfère à un contrat de mariage que j'ai sous les yeux, cet acte revêtait un caractère solennel: voici un résumé.

« L'an de notre rédemption dix huit cent trente deux le 26 sixième jour du mois de février, par devant moi, notaire public, ont comparu en personne Jean fils légitime de Jean et la modeste Anne fille légitime de Jean, lesquels de leur plein gré et libre volonté, sous l'inspiration de la divine Providence, se sont voués amour et tendresse réciproque. L'époux témoignant en vue et contemplation de mariage son amour à sa bien aimée épouse, celle-ci acceptant avec reconnaissance, lui promet et s'oblige délivrer dans son temps, sous titre de bienvenue et de largesse nuptiale, ect. Les acquêts qu'ils feront ensemble écherront aux enfants survivants à naître de ce mariage, mais s'il n'y a point d'enfants survivants, ce que le Dieu de bonté ne permettra pas ect. de plus lui, promet lit garni ect. dont acte fait et lu aux époux ect. »

On manifeste maintenant moins de sentiments extérieurs, peut-être nos jeunes époux sont-ils plus discrets.

*Benj. Meizoz.*